

CONSEIL NATIONAL DU NOUVEAU CENTRE

Notre projet pour les régions

Samedi 12 décembre 2009.

Paris – Théâtre du Gymnase

Discours de clôture d'Hervé Morin,

Président du Nouveau Centre

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI

Mes Chers amis,

Nous y travaillons sans relâche depuis 2007 et nous sommes en passe de gagner notre pari : faire en sorte qu'apparaisse dans la vie politique française que le centre est en train de se reconstruire autour de nous.

Je le sentais, nous en avons tous l'intuition mais sans pour autant disposer des éléments qui permettraient de pouvoir l'affirmer. Mais aujourd'hui, ce que vient de dire Hervé de CHARETTE sonne pour nous tous comme une évidence.

Très clairement, c'est autour de nous que la famille centriste retrouvera toute sa place dans la vie politique française : la famille centriste de l'UDF d'hier et du Nouveau Centre d'aujourd'hui. C'est cela que signifie l'arrivée d'Hervé de CHARRETTE.

Qui sommes-nous ? C'est la première question que je voudrais aborder avec vous. Le Nouveau Centre, nous ne cessons de le dire, c'est l'UDF d'aujourd'hui. Nous portons l'héritage de l'UDF, ce qui correspond à une famille de pensée et à une filiation philosophique qui se situe à la confluence de trois grands courants de pensée.

Le premier c'est le courant de pensée libéral. Je veux parler du libéralisme de Tocqueville pas seulement le libéralisme économique, mais l'idée que la liberté ne se divise pas ; l'idée que la liberté c'est un tout, ce n'est pas seulement la liberté économique, mais aussi les libertés individuelles et collectives. Voilà pourquoi nous sommes profondément décentralisateurs ; voilà pourquoi nous pensons que les corps intermédiaires ont un rôle à jouer et que tout ne procède pas de l'Etat.

Le second courant de pensée, que tu incarnes si bien dans le Nord, chère Valérie LETARD, c'est le courant de la démocratie chrétienne, du personnalisme de Marc SANGNIER. Il s'agit de cette famille politique qui a profondément porté la construction européenne et qui considère que l'Homme doit être placé au centre de toute action politique. La démocratie chrétienne porte profondément en elle l'idée sociale.

Le troisième courant politique c'est le radicalisme. Cette pensée qui considère qu'il faut se protéger du pouvoir car trop de pouvoir tue la liberté et trop de liberté empêche l'organisation d'une société. C'est cela que portait Alain.

Et bien notre famille politique, le Nouveau Centre, l'UDF, c'est la confluence de ces trois grandes idées majeures. Et ces trois grandes idées majeures, Hervé de CHARETTE avait raison de le dire, elles ont toujours existé dans la vie politique française qui en a tant besoin. A ce titre, le débat que nous avons engagé sur notre nom est un débat utile car il permet clairement d'indiquer à nos compatriotes le support philosophique qui est le nôtre et les courants de pensée qui portent notre message politique.

Pour nous, il ne fait aucun doute que nous sommes dans la majorité. Et nous sommes dans la majorité parce que nous considérons – et ce fut cela notre divergence majeure avec François BAYROU au soir de l'élection présidentielle de 2007 – que le centre, c'est le centre droit.

Quand on porte l'idée de l'économie de marché ;

Quand on porte l'idée de solidarité collective, qui ne se résume pas aux solidarités autour de l'impôt et à la redistribution, mais qui fait également appel aux solidarités humaines à travers le mutualisme et le secteur coopératif qui sont de grandes idées de la démocratie chrétienne ;

Quand on porte l'idée de la modération fiscale qui est le corollaire de la bonne gestion de l'Etat ;

Quand on porte l'idée de la responsabilité individuelle,

Quand on porte toutes ces idées, on admet que le centre n'a rien à faire avec le parti socialiste et le parti communiste. Voilà pourquoi nous nous inscrivons dans cette majorité, car nous pensons que naturellement, avec ce corpus idéologique – et Valérie GISCARD d'ESTAING me le confiait encore jeudi dernier lors de notre petit-déjeuner – la famille du centre et du centre droit a pour associé et allié, un parti conservateur.

C'est cela l'idée qui était la nôtre.

Alors mes chers amis quand nous portons le débat politique sur la question de l'UDF nous ne portons pas seulement l'idée d'une nostalgie, et je suis d'accord avec Jean Christophe quand il affirme cela.

Le sujet n'est pas de dire, comme on le lit parfois dans les journaux, que nous allons reprendre le nom de l'UDF parce que la marque est plus connue que le Nouveau Centre ; c'est vrai que nous sommes moins connus que l'UDF, mais nous n'avons que deux années d'existence. 40 % des Français nous connaissent et je pense que notre taux de notoriété va sensiblement augmenter après la semaine que nous venons de vivre.

A travers le débat sur l'appellation UDF, je veux indiquer un signal sur qui nous sommes, d'où nous venons, mais aussi sur la modernité que nous entendons incarner à travers le projet d'un humanisme moderne. Souvenez-vous de la modernité de l'UDF et des grandes réformes engagées par Valéry GISCARD d'ESTAING, notamment pendant la première moitié de son septennat. Et souvenez-vous aussi des huées, de l'hostilité et parfois même de la haine d'un certain nombre de nos alliés dans l'hémicycle.

Souvenez-vous de tout cela, parce qu'on l'a oublié ; or c'était résolument innovant. Et permettez-moi de vous citer quelques exemples : l'abaissement de la majorité à 18 ans, la saisine du Conseil constitutionnel par 60 députés ou 60 sénateurs avec en filigrane l'idée d'une démocratie apaisée où l'opposition peut jouer tout son rôle.

Je veux aussi parler de sujets de société majeurs.

Souvenez-vous de Simone VEIL sur les bancs de l'assemblée portant l'IVG.

Souvenez-vous du remboursement de la contraception, avec l'idée que le respect des droits de la Femme était intimement lié à la liberté de décider du moment de la maternité, dans le cadre d'un projet de vie.

Nous avons aussi porté au nom de l'UDF des réformes sociales majeures avec la loi sur le handicap, la revalorisation du minium vieillesse, l'indemnisation du licenciement économique, le consentement mutuel en matière de divorce. Tous ces progrès, ils portaient en eux l'idée de justice au service d'une société apaisée.

Mes chers amis,

A travers l'idée de porter ou non l'Union pour la Démocratie Française à côté du Nouveau Centre, l'enjeu est de montrer à nos compatriotes que notre formation politique veut incarner et faire vivre la modernité au sein de la majorité.

Je veux vous proposer la vision d'une société apaisée.

Valéry GISCARD d'ESTAING me rappelait jeudi matin l'ambition qui avait été la sienne de pacifier la société française. Cela fait une quinzaine d'années que nous vivons dans une société qui oppose ne permanence les Français les uns aux autres :

- les agriculteurs aux écologistes, comme si les uns et les autres n'aimaient pas la terre ;
- les patrons aux salariés, comme si les uns et les autres n'étaient pas nécessaires au dynamisme et à la vitalité de nos entreprises ;
- les fonctionnaires aux salariés du secteur privé, comme si le privé n'avait pas besoin du secteur public pour se développer ;
- les policiers aux magistrats, comme si nous n'avions pas besoin des uns et des autres pour faire appliquer la loi ;
- le peuple aux élites, comme si une société pouvait se passer des élites pour diffuser le progrès au plus grand nombre.

Je veux que nous soyons ceux qui portent l'idée d'une société apaisée dans un monde qui en permanence pousse à la confrontation et fabrique des bouc émissaires.

C'est pourquoi il nous faut aborder le débat sur l'identité nationale avec la prudence qui s'impose, que j'ai essayé d'exprimer à plusieurs reprises et que les uns et les autres – Jean-Christophe, Maurice – ont exprimée. C'est un magnifique débat. C'est un débat profond et c'est un débat qui mérite d'être posé avec la sagesse nécessaire, avec la tranquillité nécessaire. Je partage totalement ce qu'a dit Jean-Christophe tout à l'heure.

Si le débat sur l'identité nationale consiste à dire si, oui ou non, on entre dans la grille de lecture pour être français, alors c'est un débat malsain, extrêmement malsain.

Je peux d'autant plus le dire en tant que Ministre de la défense, car je sais à quel point les armées françaises bénéficient du dynamisme, de la richesse, de l'intelligence et de la volonté des Français issus de l'immigration qui portent notre drapeau avec une fierté extraordinaire, quelle que soit leur profession.

Pour moi, le débat sur l'identité française ne se réduit pas à la question des composantes de notre identité. Pourquoi ? Tout simplement parce que ces composantes évoluent avec le temps.

Prenez par exemple l'égalité entre les hommes et les femmes, qui fait aujourd'hui partie intégrante de l'identité française, même si beaucoup reste à faire. Mais avons-nous en tête

qu'il a fallu attendre 1965 pour reconnaître l'émancipation juridique des femmes ? Se souvient-on que jusqu'en 1965, les femmes ne disposaient pas du droit d'ouvrir un carnet de chèque sans le consentement de leur mari, de même qu'elles ne pouvaient pas signer un contrat de travail sans l'accord de leur époux ?

Et il a fallu attendre 1975 pour dépénaliser le divorce et reconnaître le consentement mutuel.

Qui peut contester que l'identité nationale est une idée en mouvement qui évolue avec le temps et en fonction des changements de la société française ? Dans une société aussi diverse que la notre, dans un pays aussi ouvert et qui s'est construit au fur et à mesure par les vagues de l'immigration, l'identité nationale est un concept en perpétuelle évolution. Si vous relisez Fernand BRAUDEL vous constaterez qu'il considère la centralisation française comme l'un des éléments marquants de notre identité. Nous vivons pourtant aujourd'hui dans un pays largement décentralisé.

Ma conception de l'identité nationale, ce n'est ni une grille de lecture, ni une vision ethnique ou raciale. Et je sais qu'Eric BESSON est aux antipodes d'une telle vision. Mais ce que je crains, c'est la tournure que pourrait prendre ce débat.

L'idée que nous devons porter ensemble, c'est celle d'appartenance à une même communauté avec la volonté d'un vouloir vivre ensemble pour construire un futur commun. Comme Jean-Christophe, je partage l'analyse que l'élément fondamental de la construction de l'identité française, ce sont avant tout les valeurs politiques que nous partageons ensemble. Ce sont ces valeurs politiques, issues des valeurs universelles de la Révolution française, de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789 qui construisent l'identité française et auxquelles on a ajouté la laïcité en 1905.

Voilà comment nous devons aborder ce sujet mon cher Maurice Leroy et je te demande, si tu le veux bien, de ne pas boycotter ce débat mais au contraire d'y participer pour y porter les valeurs de notre famille politique.

C'est également à la lumière de nos valeurs que je veux vous parler du sujet des minarets.

André SANTINI nous faisait remarquer qu'il existe à Paris, depuis plus d'un siècle, le plus haut minaret de France ! Et nous avons en France des mosquées avec une quinzaine de minarets, sans que cela ne pose le moindre problème.

Ne pouvons-nous pas considérer que les musulmans de France ont droit de bénéficier de lieux de culte décents, et qu'en même temps ces lieux de culte ne deviennent pas non plus une provocation pour celles et ceux qui appartiennent à d'autres confessions.

Il doit donc y avoir une expression et un débat, un dialogue entre la municipalité et la communauté musulmane pour que cette concertation se fasse en bonne intelligence et non dans les termes de la provocation.

Aujourd'hui il arrive que nos compatriotes soient inquiets de l'islam parce qu'ils craignent la montée d'un islamisme radical. Mes chers amis nous devons au contraire défendre l'idée simple, qui nous relie au sujet de l'identité nationale : nous vivons dans une laïcité ouverte. Cela signifie que nous ne nous opposons pas aux religions. Le principe de laïcité veut dire qu'on permet à chacun et chacune d'entre nous de pratiquer sa foi en fonction de ses propres croyances. (Applaudissements).

La laïcité c'est l'idée de l'égalité entre les religions. La laïcité nous dit que la religion ne relève pas de la sphère publique, selon notre conception la religion relève du domaine de l'intime. Sans renier les racines judéo-chrétiennes de notre société, nous devons défendre l'égalité de traitement entre les religions.

Voilà pourquoi je veux que nous portions l'idée d'une société apaisée. Comme le disait Jean Christophe, sur ces sujets nous nous devons de donner à nos compatriotes non pas des réflexes mais des grilles de lecture qui permettent aux uns et aux autres de porter le même

sentiment d'appartenance à une même communauté de destins.

Mes Chers amis,

Au projet d'une société apaisée doit également correspondre la vision d'une société de la reconnaissance

André Santini évoquait lors du débat de ce matin la maladie d'Alzheimer ; c'est la même réflexion qui m'amène à vous décrire ma conception de la société de la reconnaissance telle que je la perçois après le décès l'été dernier de ma mère, atteinte de cette maladie.

Depuis quinze ou vingt ans la référence absolue de notre société est celle de l'argent. Cet argent c'est le veau d'or des banquiers du profit facile de la valeur ajoutée immédiatement faite et qui ne repose pas sur l'économie réelle.

Or cet été dans ces circonstances douloureuses j'ai vu des infirmières formidables, des personnels soignants en plein mois d'août porter une attention extraordinaire sur des personnes dont le fil de la vie ne tenait plus à rien. Ils trouvaient le temps de parler, de discuter avec ces hommes et ces femmes dont on se disait que les jours étaient comptés et leur conscience limitée.

Cette expérience m'a fait prendre conscience qu'il était temps de reconstruire réellement une société au cœur de laquelle on réhabilite les grandes fonctions sociales qui la structure.

En disant cela je pense à la santé, à l'aide à la personne, à l'éducation, à la culture, à la recherche.

La reconnaissance de ces fonctions sociales majeures, nous devons la porter comme facteur d'une communauté capable de se projeter vers l'avenir.

C'est à nous de porter cette idée qui appartient à notre héritage politique. Je veux vous donner des exemples de cette reconnaissance sociale, des petits exemples, et des plus grands.

Le premier concerne celui des infirmières. Voilà des années qu'au delà des questions de rémunération, les infirmières se battaient pour que leur diplôme soit reconnu à équivalent bac plus trois. C'est ce qu'a fait le Gouvernement et cela est juste et mérité. Il aura fallu quinze ans de combat pour que les infirmières obtiennent cette reconnaissance de leur fonction essentielle au sein de la communauté médicale.

Le deuxième exemple concerne les enseignants, cher Yvan Lachaud, toi qui connaît si bien les questions de l'éducation et des enseignants. On se plaint souvent que dès la fin des cours, les enseignants rentrent chez eux ; et on entend : « il faudrait que les enseignants soient plus souvent et plus longtemps dans les lycées et dans les collèges ». Et bien mes chers amis, pour que les enseignants puissent rester plus longtemps dans leur établissement, encore faudrait-il qu'ils y disposent d'un bureau au-delà de la seule salle des profs. Proposons que les enseignants aient des bureaux pour travailler et recevoir les élèves individuellement !

Le troisième exemple est celui du logement. Je fais actuellement un tour de France sur quatre thèmes dont l'un concerne le logement.

Trop souvent le logement est abordé de façon technique. Pourtant, ce n'est pas un sujet technique. J'ai voulu, pour ma part, l'aborder en me rendant sur le terrain et en participant à une table ronde dans le 18^e arrondissement de Paris. Je le dis à Yves POZZO di BORGIO,

sénateur de Paris et je vous invite tous à aller un jour si vous avez deux minutes au 8, rue LABAT dans le 18^e arrondissement de Paris. Vous y trouverez un immeuble dont l'insalubrité est ahurissante. Un immeuble dont les locataires ont mis à leur frais des barreaux aux fenêtres pour se protéger de la prostitution et du trafic de drogue. Un immeuble qui ne tient que par des étais, dont les fenêtres sont sous tous les vents, et dont l'on se demande à chaque instant si on ne va pas passer à travers l'escalier qui conduit aux appartements.

Mon cher André SANTINI je sais ta sensibilité sur ces sujets et à quel point tu as fait un travail formidable pour lutter efficacement contre les logements insalubres en tant que maire. Cet immeuble dont je vous parlais, il est déclaré comme insalubre ; pourtant il y a des locataires. Et ces locataires, mes chers amis, ce ne sont pas des SDF, ce ne sont des sans papiers. Ce sont des compatriotes comme vous et moi qui n'ont pas d'autres conditions de logement. Je repense à cette jeune femme que j'y ai rencontré. Elle travaillait chez GO SPORT, elle était enceinte. Elle vivait là, parce que la République française avec son million de logements qui lui manque aujourd'hui, ne pouvait rien lui offrir d'autres que de vivre pour 700 euros par mois dans un taudis dont personne n'imagine que cela puisse exister.

Mes Chers amis,

Nous devons nous emparer de ces sujets. Je vous soumets trois propositions :

La première consiste à généraliser ce que fait André SANTINI à Issy-les-Moulineaux, qui se pratique également en Allemagne : l'obligation, dans tout programme immobilier privé, de construire 20 à 25 % de logement social. C'est ainsi que l'on créera la vraie mixité sociale.

La deuxième proposition est inspirée de ce qui se fait au Canada. Lorsque vous avez des logements insalubres et qu'en dépit d'une procédure judiciaire – elles sont courtes au Canada – le propriétaire n'a toujours pas engagé les travaux nécessaires un mois après la publication de l'arrêté de péril ou d'insalubrité, une procédure d'expropriation peut être engagée pour réaliser les travaux.

La troisième proposition vise à permettre aux bailleurs privés de faire du logement social. Il n'y a pas de raison face à l'urgence et aux besoins de logements sociaux que leur construction soit réservée à un nombre limité d'organismes. Ouvrons le fait que les promoteurs privés puissent également faire du logement social.

Voilà des idées que nous devons défendre.

Société apaisée, société de la reconnaissance mais également une société responsable.

Charles de COURSON mène actuellement un tour de France sur la question de la dette, que nous avons intitulé « *La dette dans tous ses débats* ». Nous voulons en effet porter l'idée d'une société responsable, en partant du constat simple que l'on ne pourra continuer indéfiniment à creuser le trou de la dette.

Il ne s'agit pas seulement de bonne gestion budgétaire. On voit la situation critique dans un certain nombre de pays. Avec la monnaie unique, il n'est plus possible de jouer sur l'inflation ou la dévaluation comme cela fut le cas par le passé. Nous ne pourrions pas faire comme en 1958 en remplaçant l'ancien franc par le nouveau franc. La dette d'aujourd'hui, nous devons bien la rembourser un jour. Ceci nous confère l'impérieuse obligation de reprendre le chemin de l'équilibre budgétaire.

Les sources d'économies budgétaires existent. Permettez-moi de prendre l'exemple des économies réalisées au sein de mon ministère, à la Défense nationale.

Je ne vous donnerai qu'un seule exemple, symptomatique : j'ai décidé de faire tout ce que font les grandes entreprises, c'est-à-dire de regrouper les achats. Rien que sur les factures téléphoniques, nous consacrons chaque année au Ministère de la défense 36 millions

d'euros pour les factures téléphoniques ; par le simple regroupement des achats, j'ai réalisé 19 millions d'euros d'économies.

On voit à travers la mutualisation, la mise en commun, réorganisation des structures, l'externalisation quand cela est nécessaire, qu'il existe de sources considérables d'économies budgétaires sans pour autant bouleverser l'ensemble d'une organisation sociale.

Je sais que dans un ministère comme le mien, quand j'aurai achevé la réforme en cours, sur un budget de fonctionnement de 15 milliards d'euros par an – dépenses salariales et de fonctionnement – nous aurons réussi à réaliser 2 milliards d'euros d'économies.

Vous voyez ainsi qu'en engageant réforme majeure des structures de l'organisation des ministères, il doit être possible d'atteindre un niveau d'économies de l'ordre de 10, 15 voire 20 milliards d'euros. Voilà qui devrait nous aider à reprendre le chemin de l'équilibre budgétaire une fois passée la crise.

Enfin, mes chers amis, je voudrais que nous portions l'idée d'une société ouverte.

C'est pour moi le moment de vous parler d'Europe, car la construction européenne est l'expression même de cette société ouverte : une société qui ne se barricade pas derrière des murailles, mais qui au contraire accepte la globalisation en considérant qu'elle ne se résume pas au modèle américain ou chinois.

Les Européens ont inventé le plus beau des modèles : je veux parler de la coopération solidaire entre les Etats, fondée sur le droit et qui se substitue à la compétition suicidaire entre les nations. Soyons ceux qui portent cette vision d'une Europe qui propose son modèle au reste du monde, pas seulement pour nous protéger de la mondialisation mais pour bâtir un système politique mondial qui s'inspire de ce que nous construisons en Europe.

Car le maintien d'une compétition acharnée entre les états met le monde en grand danger face à des problématiques majeures comme la lutte contre réchauffement climatique, la réduction de la fracture entre le Nord et le Sud, le dialogue entre l'Occident et l'Islam, la raréfaction des matières premières.

Devant de tels défis, les Européens doivent s'organiser. L'Union Européenne à 27 c'est un système formidable : nous serons demain 30 ou 35, mais nous savons bien que l'Union Européenne telle qu'elle restera avant tout un grand marché et non pas l'Union politique que nous appelons de nos vœux.

Aussi, je vous propose qu'à un moment majeur de notre vie politique, la France, au lendemain d'une élection présidentielle, propose à son ami allemand de s'accorder sur un nouveau traité entre les quelque pays qui veulent ensemble aller de l'avant vers une intégration politique où on parlerait défense et de politique étrangère.

Voilà qui permettrait de retrouver l'âme de l'Europe telle que nous la voulions et telle que l'ont construite Monnet et Schuman.

Sur un sujet qui concerne directement ma fonction ministérielle – le renforcement ou non de notre présence Afghanistan – j'ai eu un regret le soir même des déclarations de Barack Obama. Ce regret, c'est de constater une nouvelle fois que les capitales européennes sont parties en ordre dispersé. Au lieu que chacun annonce, les uns après les autres, des renforts éventuels à la sollicitation américaine, il eut été plus intelligent, me semble-t-il, comme l'a décidé la France, de prendre le temps de la réflexion pour que les Européens proposent une solution globale et concertée leur permettant de peser dans ce débat.

Mes chers amis,

En conclusion je voudrais vous confier ceci : nous avons obstinément construit un parti

politique. Un parti politique c'est une organisation, un parti ce sont des permanents. Nous en avons de formidables. Un parti politique, c'est une animation, un site internet. Je pense que nous sommes les seuls à avoir un dispositif internet aussi global et performant ; un site qui nous permet, et qui doit vous permettre de faire un travail important de diffusion de notre message politique sur le net.

Un parti c'est un aussi maillage territorial avec des élus et des militants. Nous avons 2 000 élus locaux et nous aurons, grâce aux élections régionales, terminé de retisser le maillage territorial du parti. Nous avons des parlementaires compétents et courageux, nous avons un Groupe à l'Assemblée Nationale présidé par François SAUVADET. Ce Groupe est plus nombreux encore grâce à l'arrivée d'Hervé de CHARETTE. Et je vous l'annonce, nous aurons, mon cher Jean-Léonce DUPONT un groupe au Sénat en 2011. Nous pourrons ainsi enfin porter notre message politique sur nos deux jambes avec le groupe à l'Assemblée et le groupe au Sénat.

Progressivement, nous faisons émerger un socle de propositions, de débats et se construit l'architecture de notre projet. Nous avons lancé de nombreuses initiatives, je veux citer « femme au centre », une association de femmes très dynamiques que vous retrouverez facilement sur les réseaux sociaux.

Nous avons une marque et nous avons un nom : le Nouveau Centre et peut-être bientôt l'UDF.

Mais mes chers amis, nous avons plus que cela, et c'est que nous avons de plus précieux que j'essaie de construire jour après jour : nous avons une équipe. Je voudrais que nous soyons une bande, une bande joyeuse, une bande heureuse capable de porter avec enthousiasme notre message politique avec une modernité nouvelle. En osant aborder des sujets sur lesquels je sais que certains d'entre nous sont parfois hostiles. Mais je voudrais que nous arrivions à étoffer cette équipe formidable. Que les Français se disent : « ici il y a de l'air de l'oxygène, il y a des gens heureux, joyeux qui ont envie de porter des valeurs ». Et c'est cela que doit devenir progressivement notre parti politique.

Mes chers amis, les élections régionales vont bientôt avoir lieu. J'ai un espoir formidable, au moins pour les deux régions dans lesquelles nous sommes représentés par des têtes de liste. J'espère qu'il va y avoir une hirondelle extraordinaire : que François SAUVADET et Valérie LETARD soient tous deux élus Présidents de région. Et Dieu sait que la région Nord-Pas-de-Calais en aurait besoin. Je ne dis pas que la Bourgogne n'en aurait pas besoin !

Mais plus globalement nous allons avoir de nombreux conseillers régionaux même si les discussions sont difficiles et deviennent relativement... Voilà

Ce que je veux dire c'est que l'accord ne peut pas se faire sous n'importe quelle condition.

Nous allons avoir autour de 120 conseillers régionaux. C'est plus de conseillers régionaux que l'UDF n'en avait en 2004. C'est un effort important de la part de notre partenaire.

Je veux vous rappeler ce que je dis souvent au Comité exécutif et que j'ai eu l'occasion de dire en rencontrant ceux qui aspirent à ces fonctions : être conseiller régional ce n'est pas avoir une pension alimentaire, ce n'est pas avoir un complément de retraite, ce n'est pas avoir un complément familial

Être conseiller régional c'est l'investissement d'une formation politique qui décide :

- soit de reconnaître le travail accompli dans une fédération
- soit un engagement pour que nous puissions mener des combats politiques à venir.

Etre conseiller régional ce n'est pas seulement le fait d'avoir un mandat et uniquement celui-ci en coulant des jours heureux.

Donc nous allons avoir ces conseillers régionaux et dorénavant nous ne devons avoir plus

qu'un seul objectif, mes chers amis, mon cher Hervé de CHARETTE, c'est un objectif de tous les jours, c'est une obsession : lorsque nous aurons fini de reconstruire l'UDF ou le Nouveau Centre, nous aurons relevé notre défi.

D'ailleurs j'ouvre une parenthèse, je n'avais pas pensé vous parler de cela: je trouve assez curieux que notre ami François BAYROU veuille revendiquer l'UDF. Vous avez un homme qui en décembre 2007 dans un soir noir d'une nuit d'hiver à Villepinte dans un hangar, décide de dissoudre l'UDF dans le Modem, mais d'en conserver le nom pour être certain que ce parti politique va disparaître et mourir. Il appelle à la même tribune que Robert HUE, et Jean-Pierre CHEVENEMENT à un arc central allant du Modem au parti communiste, et deux ans et demi après il réapparaît pour dire : «bonjour, l'UDF c'est moi. »

Je trouve qu'il y a là un caractère curieux sinon cocasse, à revendiquer une famille politique dont on a voulu la mort depuis le lendemain de l'élection présidentielle. Mais nous n'allons pas nous laisser faire. Je referme là ma parenthèse.

Mes chers amis, nos élections régionales seront passées. Nous aurons mis en place des hommes et des femmes capables de reconstruire nos fédérations là où elles sont encore faibles. Nous aurons totalement réussi notre œuvre lorsqu'en 2012, nous aurons cette capacité de décider de façon autonome d'avoir ou non un candidat à l'élection présidentielle. Voilà quel doit être notre objectif.

C'est cela qui doit être notre obsession. Parce que, mes chers amis, il y a trois endroits de pouvoir en France :

L'Élysée, ce n'est pas pour nous. Il y a Matignon, ce n'est pas pour nous. Et puis il y a l'Assemblée Nationale, puisque c'est à l'Assemblée Nationale que se vote la confiance et le vote définitif des lois.

Mon obsession est celle-ci : parce que nous aurons été capables d'avoir un candidat à l'élection présidentielle en 2012, nous serons une formation politique suffisamment forte, suffisamment structurée pour avoir assez de députés à l'Assemblée nationale pour qu'aucune majorité ne puisse se faire sans nous, et pour qu'aucun vote de loi ne puisse se faire sans nous.

Mes chers amis, la première partie de la reconstruction sera terminée en mars prochain. Viendra ensuite la seconde phase de notre histoire, la seconde page de notre histoire, cette seconde page, c'est celle de la reconnaissance que la France a besoin d'un centre et d'un Centre droit fort dans la vie politique française.

Je vous remercie